



Sommaire

Edito	p. 2
Une si belle utopie	
Interview	p. 3
Article	p. 4
Soldes à Londres: grandes promotions sur le logement social	
Article	p. 6
Trop de logements sociaux à Elephant and Castle ?	
Article	p. 8
Vive les Jeux ... à Paris !	
Article	p. 10
London Social Forum	
Article	p. 12
De la difficulté à monter aux échelles	

Carnet de route

HOUSING UNDER THREAT

-

Habitat, participation et grands projets urbains à Londres

Fabien Vaujany
Promotion 3
Juin - Décembre 2005

UNE SI BELLE UTOPIE

Comprendre la situation du logement social. Découvrir le système de planification anglais. Se perdre dans les musées. Sensibiliser les militants à de nouvelles thématiques. Synthétiser des documents. Jouer au rugby. S'opposer à la réforme des loyers. Mettre en réseau les luttes contre la privatisation. Traduire d'une langue à l'autre. Apporter une expertise en planification. Débattre de la meilleure façon de faire le thé. Interviewer des locataires. Participer à des ateliers participatifs urbains. Suivre les activités du Forum Social de Londres. Souligner les dangers des projets d'urbanisme. Apprécier la bière anglaise. Polémiquer dans les pubs. Informer les militants locaux. Valoriser les projets pour les minorités ethniques. Ouvrir d'autres perspectives. Construire des rapports personnels.

Voilà, en vrac, quatre mois passés au sein de la très jeune Fédération des locataires londoniens, la LTF, et d'un de ses membres, la Fédération des associations de locataires de Camden. J'y ai travaillé sur différents terrains, différents projets d'urbanisme : le réaménagement des environs de la gare de King's Cross et de son quai 9 $\frac{3}{4}$; la destruction et reconstruction d'Elephant and Castle, un quartier populaire au sud de la Tamise et à proximité du centre ; l'organisation des Jeux Olympiques dans la basse vallée de la rivière Lea. Ces opérations ont un même fil directeur officiel, la mixité urbaine.

Les habitants les plus impliqués, eux, parlent plutôt de nettoyage social. J'ai abordé les questions d'habitat social et de participation, problématiques prioritaires dans les textes, rarement dans les faits. J'ai côtoyé le Forum Social de Londres, qui se cherche encore.

Rendre compte en quelques pages de quatre mois d'une riche expérience britannique, c'est l'objectif de ce carnet de bord. Alors il est nécessairement un peu à l'image de mon travail à la LTF, plutôt hétéroclite. Il survole ces quatre mois et en rend très partiellement compte. Il y aurait tant de choses à dire, à faire passer, afin de partager cette expérience, que c'est un peu une utopie. Ça tombe bien, les utopies sont passionnantes.

Fabien Vaujany
Paris, le 2 décembre 2005

**« MANIFESTEMENT, LA REPRESENTATION DES
MINORITES ETHNIQUES POSE PROBLEME ... »**

le 1^{er} décembre 2005 par Panayota Maniou

Entretien avec Fabien, parti le 10 juillet à Londres pour effectuer ses dix-huit semaines de stage à la LTF, London Tenants Federation, à son retour à Paris.

Pourrais-tu me dire trois points qui t'ont surpris par rapport à ce que tu avais imaginé avant de partir ?

D'abord je pensais qu'il allait pleuvoir tous le temps à Londres mais finalement ce n'était pas du tout le cas. Plus sérieusement, en ce qui concerne le travail, je pensais que j'allais dans une organisation plus militante, revendicative, mais finalement mon travail était plutôt orienté « études » : analyses, recherche de documents et d'informations. En fait, mon association d'accueil, la LTF, n'est pas exactement une association de locataires mais plutôt une structure régionale chapeautant des fédérations d'associations des locataires. Ils ont de relations essentiellement avec des institutions, sont plutôt dans le stratégique, le lobbying. Il ne s'agit donc pas tellement d'une association de lutte sur le terrain. Mais ça ne m'a pas déplu, ce n'était juste pas exactement ce à quoi je m'attendais. Sinon, comme dernier point, je dirais qu'avant de partir je ne pensais pas avoir de mal à comprendre les réunions

en anglais mais ç'a été le cas pendant les deux ou trois premières semaines !

C'était quoi exactement ton travail ?

L'association avait déjà identifié des lacunes dans la participation des habitantEs aux grands projets d'urbanisme à Londres. Ces lacunes existaient aussi à l'intérieur de l'association, encore peu investie dans les questions d'urbanisme. Ma recherche était centrée sur la façon dont les habitantEs s'informaient et s'impliquaient dans ces grands projets. Dans ce cadre là je me suis penché sur la question ethnique.

Pourquoi la question ethnique ?

D'abord parce que les gens issus de minorités ethniques sont peu présents et peu impliqués dans les mécanismes de participation. Ensuite, parce que dans les associations de locataires, on voit que les Blancs sont majoritaires alors que ce n'est pas le cas dans la « cité » que l'association représente. Manifestement, il y a un problème vis-à-vis de la représentation des minorités ethniques et la prise en compte de leurs problèmes.

Comment étaient tes relations personnelles avec les gens de ton association d'accueil ?

Au début j'ai eu l'impression qu'avec quelques personnes on a mis du temps à avoir une relation de confiance. Peut-être parce que je ne suis pas très loquace ou peut-être en raison des différences culturelles. Par contre, les deux derniers mois, je me suis senti vraiment intégré dans l'équipe. Les gens me racontaient beaucoup de choses personnelles. J'ai été, en général, très bien accueilli, mais la relation amicale est venu après un moment. Et, en tout cas, j'ai mieux travaillé vers la fin de mon séjour qu'au début.

Et s'il fallait dire quelques mots comme conclusion de ce partenariat ?

J'ai bon espoir que la LTF s'implique plus dans les projets urbains qui existent à Londres en insistant sur la question ethnique. Je pense aussi que ma présence leur a permis de s'ouvrir à l'idée d'échanges et des partenariats. J'espère alors qu'ils vont participer plus activement dans des réseaux européens.

-

LTF : <http://www.londontenants.org/>

SOLDES A LONDRES : GRANDES PROMOTIONS SUR LE LOGEMENT SOCIAL

4 août 2005

En 2000, le gouvernement travailliste s'engage à ce qu'en 2010 l'ensemble des logements sociaux du pays satisfasse certaines normes de décence et de salubrité. Depuis, les boroughs londoniens font un recours croissant à des formes plus ou moins abouties de privatisation de leur parc social.

L'offre en logement social en Angleterre se divise en deux. Une partie relève de la multitude de *Housing Associations*, vieilles structures privées aux tailles et aux pratiques très

différentes. Le reste est géré en propre par les municipalités, à Londres les boroughs. Depuis l'annonce de l'objectif nécessaire mais irréaliste des *Decent Homes* pour 2010, ceux-ci n'ont de cesse de se poser la question essentielle : où trouver l'argent nécessaire à un tel investissement ?

Dès le départ, l'argumentaire des collectivités locales est simple : ces moyens n'existent pas dans le secteur public. Trois solutions sont alors progressivement imaginées : PFI, ALMO, Stock Transfer. Ces trois options aux noms obscurs, si elles sont différentes, représentent toutes un pas plus ou moins complet vers la privatisation du logement social.

L'Initiative Financière Privée (*Private Finance Initiative*) est une méthode qui consiste à passer un contrat avec une entreprise privée qui va emprunter et se charger des travaux nécessaires. Elle peut s'accompagner d'une concession de la gestion du parc locatif sur de longues périodes. Afin de couvrir le remboursement du prêt, les éventuels frais de gestion et les profits de l'entreprise, la collectivité lui verse une somme annuelle. L'équation est alors assez simple : de l'addition de taux d'intérêts plus élevés, de la volonté de dégager un profit et de la durée de certaines de ces PFI résulte que cette solution revient plus chère à la collectivité que si elle engageait elle-même les travaux

Elle peut, pourtant, emprunter à des taux plus avantageux, la possibilité virtuellement nulle de banqueroute limitant fortement le risque encouru par la banque lors du prêt. Oui mais voilà, par souci de limiter les dépenses publiques, cela leur est interdit. L'idéal, d'après les directives gouvernementales, est même d'externaliser au maximum tout ce qui est lié au logement afin de le faire disparaître des budgets publics. Et tous les boroughs suivent, s'orientant plus encore vers les deux autres solutions.

L'*Arm Length Management Organisation* désigne une structure mixte à qui la gestion des logements est déléguée par contrat. Théoriquement dirigées par un conseil regroupant représentants de la collectivité, membres indépendants et locataires, ces derniers sont dans les faits régulièrement marginalisés. L'ALMO est financée par des dotations spécifiques de l'Etat. En d'autres termes, l'argent n'est donné que si une ALMO est mise en place. L'incitation est claire.

La solution du transfert du parc (*stock transfer*) est la plus aboutie en termes de privatisation. Le borough perd tout simplement la propriété de ses logements en cédant une partie de son parc à une *Housing Association*. À Londres, une quinzaine de celles-ci dominent le secteur et suivent une logique de promoteurs privés. Le nouveau propriétaire, libre de trouver les financements où il veut, se charge alors d'améliorer les habitations. Cet argent, il le trouve parfois

auprès de la collectivité qui en vient parfois à payer pour donner ses logements ! Ou alors, il l'obtient par hausse des loyers et restriction des dépenses, avec pour conséquence une moindre qualité de service pour les locataires. Une autre possibilité, fréquente, est la vente d'une partie des terrains à des promoteurs privés, entraînant ainsi la disparition pure et simple des logements sociaux.

PFI, ALMO et Stock Transfer ne sont pourtant pas les trois seules solutions possibles comme souhaitent le faire croire les autorités locales mais relèvent purement d'un choix politique. Face à cette marche forcée vers la privatisation et à son coût exorbitant, la campagne en faveur de la « Quatrième option » veut prendre de l'ampleur. Il faut fédérer les locataires, lutter contre le défaitisme ambiant et chercher des soutiens politiques. Déjà certains élus locaux et nationaux, dans les rangs même de la majorité, soutiennent cette option toute simple : investissons directement dans le logement social des boroughs.

-

Pour plus de détails :

<http://www.support4councilhousing.org.uk/report/>

TROP DE LOGEMENTS SOCIAUX A ELEPHANT AND CASTLE ?

10 août 2005

Comme partout, préoccupations environnementales, développement local et participation, sous la bannière protéiforme de la durabilité, sont - théoriquement - les piliers des politiques de développement. Mais si, concrètement, cette « durabilité » est assez souvent douteuse, deux autres principes pour le centre de l'agglomération londonienne sont promus avec force : mixité urbaine et densification. Pour les habitants d'Elephant and Castle, ce n'est pas une bonne nouvelle.

La publication par l'Etat central, l'année dernière, d'un nouveau *Planning and Compulsory Purchase Act*, a ajouté à l'activité déjà importante des autorités locales en matière d'élaboration de documents de planification stratégique, spatiaux comme sectoriels. Dans la foulée de ce texte, qui en définit l'économie générale, et du récent London Plan, le Plan Local d'Urbanisme de l'agglomération publié début 2004 et avec lequel les boroughs doivent être en conformité, la ville connaît une frénésie de schémas, projets, pré-projets, révisions et autres documents de consultation.

À Elephant and Castle, dans le borough de Southwark, cela se traduit par un projet de redéveloppement dont les conséquences pour les habitants risquent d'être lourdes. Le quartier se caractérise déjà par une grande mixité. Mais il s'agit d'une mixité ethnique, avec d'importantes minorités, plus que d'une mixité des revenus. Or Elephant and Castle se situe non loin du cœur économique de Londres et dispose d'une bonne desserte en transports. Défini *Opportunity Area* par le Plan de Londres, il se doit d'être à la pointe de la densification résidentielle et professionnelle. Les possibilités de profits y sont de toute évidence importantes.



Vue du nouveau quartier d'Elephant and Castle

C'est pourquoi, en plus du traditionnel réaménagement des espaces publics au profit des piétons et des transports en commun, dont le nouveau tramway, un grand nombre de logements sociaux, les 1100 appartements de Heygate Estate, vont être détruits. Sur le même espace, quelques 4000 logements vont être construits. Le centre commercial qui héberge, dans et autour, une quantité de petits commerçants, souvent appartenant aux minorités ethniques, délivre des services spécifiques à la population locale. Lui aussi sera rasé.



Le centre commercial rose d'Elephant and Castle

Le résultat du projet, s'il apparaît séduisant - comme souvent ! - sur les maquettes et les dessins, va affecter gravement la population actuelle, en particulier les groupes les plus défavorisés : deux grandes tours, une nouvelle rue

commerçante dont les loyers ne permettront pas aux commerçants actuels de revenir, une importante part d'espaces de bureau, alors que des milliers de m² sont vides plus à l'est autour de Canary Wharf, et une réduction drastique des logements sociaux.

Le relogement des résidents de Heygate Estate se fera sur d'autres sites - contestés - à construire en périphérie du quartier ou même ailleurs dans le borough, mais pas ou peu sur site. Là, 4200 unités supplémentaires sont prévues : il faut augmenter la densité du site. Il est fort probable que cela se traduise, d'une manière générale, malgré l'accroissement du nombre d'étages, par une perte de superficie. La moitié de ces logements devront être « abordables », notion à la mode dans les plans de développement à Londres. Mais la définition en reste floue. Elle recouvre le logement social et le logement dit intermédiaire, qui ne sera pas accessible dans les faits à une grande partie de la population du quartier. Le conseil municipal reconnaît pourtant, dans un de ces documents officiels, qu'il existe un déficit important en logements sociaux ! Pire, un autre papier précise que ce déficit ne pourra pas - et ne sera pas - résorbé dans les dix années à venir.



Un des bâtiments de Heygate Estate

Le logement à Elephant and Castle, même « abordable », risque de modifier totalement la démographie du quartier, au profit des classes les plus aisées, malgré les besoins avérés. Pourquoi ? Au nom de la mixité ! Les responsables politiques argumentent du fait que la proportion de logements sociaux à Southwark, et en particulier à Elephant and Castle, est largement supérieure à la moyenne londonienne ... Traduction : il faut déplacer les populations les plus pauvres et tirer le bénéfice maximum du formidable potentiel que représente le quartier ... Ainsi, alors que la volonté de maintenir et même de renforcer les communautés locales est clamée haut et fort par tous les élus, le projet de développement d'Elephant and Castle va tranquillement, mais sûrement, vers l'explosion de ces mêmes communautés et l'exclusion d'une partie de sa population.

Ce n'est pas le simulacre de participation qui risque d'y changer grand-chose. Après l'abandon par les autorités d'un précédent projet, en 2000, sous prétexte d'obstacles multiples et insurmontables - en réalité parce que les résidents avaient réussi à être impliqués dans toutes les phases d'élaboration au point de détenir un droit de vote lors des décisions importantes -, le Borough prend bien garde à ce que cette intolérable intrusion de la population locale ne se reproduise pas. Mais les représentants citoyens continuent de se débattre dans la jungle des mécanismes de participation et des documents officiels et officieux. Ils gardent espoir de faire entendre leur voix. Quitte, le cas échéant, à faire capoter le projet ...

VIVE LES JEUX... A PARIS !

30 août 2005

6 juillet 2005. L'enthousiasme général règne sur Londres. Tout Londres ? Non. Depuis quelques mois, un groupe de citoyens résiste au rouleau compresseur olympique. L'histoire du collectif No London 2012, qui s'oppose à la tenue des Jeux

Olympiques et à l'idée reçue qui affirme que cet événement est une opportunité exceptionnelle pour la régénération d'une ville, pourrait débiter comme ça. À une nuance près : on ne résiste pas aux Jeux.

Depuis 1992 et les Jeux de Barcelone, la quinzaine olympique est devenue un outil d'urbanisme à part entière. Tout a été dit sur le redéveloppement urbain de Barcelone opéré à l'occasion de la tenue des Jeux. On en a vanté les mérites, la qualité, le souci de penser la ville dans sa globalité, les legs importants pour les barcelonais, le retour vers le front de mer. Depuis, toute candidature doit s'intégrer à un projet plus vaste, à l'échelle de toute la ville et de tous ses habitants. C'est en jouant à fond la carte de l'est de son agglomération, vaste zone en déshérence que les Jeux-messie viendront sauver, que Londres a - aussi - obtenu du CIO le droit de les organiser.

L'autre condition sine qua non pour remporter cette sauvage empoignade, c'est de disposer - en apparence au moins - d'un très large soutien tant des pouvoirs publics, des différents partis politiques, des mastodontes de l'économie nationale, de la presse et de la population. Les autorités locales n'ont pas ménagé leur peine pour résoudre ce dernier aspect, présenté comme un des points faibles de la candidature londonienne il y a moins d'un an. Quitte à museler les voix discordantes.

Dans un tel contexte, No London 2012 (ici) et les autres sceptiques des Jeux ont eu du mal à exister. Candidature parisienne oblige, l'écho du collectif a été presque supérieur en France qu'au Royaume-Uni. J'en avais entendu parler avant de venir, alors qu'il reste plus que confidentiel ici. Pourtant, les opposants ne sont pas tous des anti-jeux acharnés. Leurs doutes concernent plutôt le contenu même de la candidature londonienne, les choix effectués et l'absence de débat autour des perspectives futures. Mais obtenir les Jeux est une guerre : si tu n'es pas avec nous, tu es contre nous. Il n'y a pas de place pour le questionnement. Un des slogans de l'omniprésente campagne publicitaire est très explicite à ce sujet : *make Britain proud*. Soutenir Londres 2012 relève du devoir patriotique. Les rétifs sont des traîtres.

Les opposants n'ont donc pas eu l'occasion de faire entendre leur voix et faire connaître leurs doutes : diagnostic exagérément négatif de la zone, coût exorbitant, bénéfices économiques locaux discutables, destruction environnementale, hausse des coûts liés au logement, gestion future d'équipements surdimensionnés, détournements d'autres investissements nécessaires, collusion possible avec d'autres projets en cours, population locale négligée et occultation des avis alternatifs sur les avantages supposés des Jeux. La liste est longue et pertinente. On peut la résumer par la crainte que tout cela ne profite en rien aux est-londoniens qui en supporteront par contre les effets néfastes.

Les riverains de la basse vallée de la rivière Lea, vers Stratford (borough de Newham, l'un des plus pauvres de Londres), sont très prudents lorsqu'on leur annonce que ce projet est fait pour eux. Il faut dire que l'expérience récente du Millenium Dome, qui devait lui aussi être à lui tout seul la solution pour tout un quartier, en face du futur parc olympique, est plus que mitigée.

Pour ne parler que de ce qui concerne le logement, l'addition risque d'être salée pour les populations pauvres de la zone. La voix officielle de Londres 2012 (là) a beau jeu de mettre en avant la réalisation plusieurs milliers de nouveaux logements via, entre autres, la reconversion du village olympique. Mais malgré le besoin important en logement social, ce qui correspond à la réalité de la population locale, une petite partie seulement de ces nouvelles habitations le sera. La moitié du village olympique sera transformée en habitat « abordable ». Certes, mais le logement abordable ici ne comprend pas que le logement social : il comprend un habitat dit « intermédiaire » qui vise plutôt les classes moyennes. De plus, l'essentiel du village olympique sera fait de studios. Si cela correspond sans doute aux exigences des athlètes, c'est, par contre, peu conforme aux besoins des familles. En tout état de cause, la quantité de logements pour les plus défavorisés ne devrait pas connaître de grand boom.

Mais peut être cela ne sera-t-il pas véritablement problématique : la hausse des prix du foncier, des loyers, la spéculation immobilière et les privatisations du logement social ont déjà commencé. Si l'on s'en réfère aux expériences des autres villes olympiques, ce n'est pas près de s'arrêter (lire ceci, en anglais). Et va se concentrer dans la période préolympique. D'ici à 2012, la structure sociale de Stratford risque d'avoir pas mal changé ... Déjà, des expulsions d'étudiants en cité universitaire ont commencé. Bientôt, c'est tout Clays Lane Estate qui sera détruit. Ses habitants, la plupart en situation précaire, ne savent toujours pas de quoi leur avenir sera fait, si ce n'est qu'ils seront mis à la porte.

Jeudi 25 août, une projection à l'Institute of Contemporary Art de courts films consacrés au rôle des méga-événements dans le renouvellement urbain, dont les J.O. sont l'archétype, a permis de souligner tout cela. Sur le terrain, plusieurs enquêtes tendent à prouver que la population locale est franchement sceptique quant à la véritable finalité du projet. Mais l'événement est resté parfaitement confidentiel et l'assistance n'était composée que de convaincus. Néanmoins, les opposants au projet de Londres 2012 veulent continuer à être actifs et espèrent pouvoir peser sur la définition du contenu afin de sauver ce qui peut l'être et s'assurer que les belles promesses se concrétiseront. Il ne reste qu'à déterminer comment. Et à changer le nom du collectif.

-
Le site du collectif No London 2012 :
<http://www.nolondon2012.org/>

LONDON SOCIAL FORUM

31 octobre 2005

Samedi 29 octobre, le Forum Social de Londres organisait son Forum annuel sur le thème « Le Londres de qui ? ». Toute la journée, environ 70 participants, militants, membres d'associations locales, professionnels, universitaires, ont pu échanger et débattre autour de différents thèmes relatifs au futur de l'agglomération ... vu par ses habitants.

S'inscrivant dans le mouvement global lancé par le Forum Social Mondial de Porto Alegre, London Social Forum (LSF) est un groupe qui réunit depuis 2003 les personnes intéressées par cette dynamique à l'échelle londonienne. Un Forum est organisé chaque année, le premier sur les formes de

la démocratie, un second Forum Urbain dans le cadre du Forum Social Européen de Londres l'année dernière. Cette année, l'idée de recentrer les débats sur le local, donc Londres, s'est imposée et a conduit à cet événement dans le bâtiment symbolisant le pouvoir politique régional, les locaux de l'Autorité du Grand Londres (GLA), grâce au soutien des Verts londoniens.

Nettoyage social dans l'East End

Les organisateurs voulaient une journée ouverte, évolutive. C'est pourquoi le programme prévoyait dans la matinée deux séries de quatre ateliers sur différents thèmes, en fonction des propositions et des contributions collectées depuis un mois. Puis, l'après midi, quatre autres ateliers, non définis au préalable, devaient émerger des discussions de la matinée et des thèmes les plus importants aux yeux des participants.

Malgré l'inévitable retard dû en bonne partie à d'habituels problèmes de transport dans le métro et un discours d'accueil un peu trop politisé par une élue verte à l'assemblée de la GLA, la matinée fut assez intéressante, bien que limitée dans le temps. La liste des différents thèmes abordés peut être consultée sur le programme - agrémenté de liens - ici.

Le premier atelier était consacré aux futurs Jeux Olympiques et Thames Gateway, un vaste programme de développement

pour l'estuaire de la Tamise, de l'East End londonien à la mer, dans lequel les JO sont censés s'inscrire. Sans doute un des ateliers les plus prisés car touchant à d'importants projets qui modifieront cette partie de la ville. Les discussions se sont concentrées essentiellement sur les questions de déficit démocratique de ces projets, leur caractère déconnecté des résidents et leurs besoins, la difficulté de comprendre et peser sur les processus de planification et les véritables motivations (économiques, gentrificatrices ou impérialistes) de leurs promoteurs. La distorsion entre des projets qui se situent à une échelle mondiale - se positionner dans un marché globalisé d'ultra compétition - et la réalité très locale - expulsion des groupes les plus fragiles, destruction des communautés locales - a été maintes fois soulignée.

À Londres, Big Brother vous regarde vraiment

Le - enfin, plutôt mon - second atelier s'annonçait très intéressant, abordant les questions de sécurité et de migrations. Les informations délivrées s'avèrent de qualité, mais le tout dû se limiter à des introductions car trop de sujets liés mais différents furent abordés, à chaque fois brièvement. Les politiques migratoires, en particulier à l'échelle européenne, et leurs conséquences sur le marché et les conditions du travail en furent un, présenté par une militante anglaise participant au réseau No Border. La difficulté pour les organisations des réfugiés ou de demandeurs d'asile à

s'organiser fut aussi évoquée lors de la présentation du Forum VOICE Refugee, association allemande ayant récemment créé un groupe à Londres. Puis, en partant d'un exposé sur les conséquences liberticides des ASBO (Anti Social Behaviour Order - décision pouvant être prise à l'encontre de personnes ou groupes de personnes ayant fait preuve de « comportements anti-social ») qui sont dans la pratique utilisés à l'encontre des populations déjà exclues (puisque cela permet de produire facilement de bonnes statistiques), la conversation a souligné le climat de peur de la société anglaise actuelle. Ce type de lois, à l'image des lois anti-terroristes, est clairement perçu comme un outil de contrôle social et de criminalisation des militants et des associations. Les médias jouent un grand rôle là-dedans - on estime qu'un quart des caméras de surveillance en extérieur (CCTV) de la planète sont à Londres !

Les « espaces ouverts » imaginés pour l'après-midi se révélèrent par contre mitigés. Si l'idée est intéressante, elle demande peut-être un peu de perfectionnement. Chaque participant fut invité à inscrire sur un post-it ce qu'il considérait comme le plus important concernant le futur de Londres. Regroupés sur un grand panneau, l'objectif fut de dégager de grands thèmes, une sorte de chapeau pour les différentes idées. Trois ateliers naquirent de ce brainstorming. J'ai choisi celui consacré au « vivre en ville », l'habitat, les services publics, etc. Mais la quantité de sujets regroupés en

un seul ensemble se révéla un peu trop grande et il fut dur d'éviter une discussion très générale.

Appréciation finale : journée positive, à creuser

La séance plénière de fermeture, malgré les défections, regroupa encore pas mal de monde. Le bilan de la journée est positif, car beaucoup de gens ont pu se rencontrer et créer des liens. La possibilité pour les associations locales et les militants de se rencontrer, se connaître, est une des principales qualités reconnues au London Social Forum, car ce genre d'outil est rare à Londres. Ainsi, le besoin de continuer à jouer ce rôle, en particulier autour de site internet dont la partie Wiki devrait bientôt rouvrir, est une des priorités émergeant de la journée. La variété d'horizons et d'activités des participants est une autre satisfaction du Forum. D'autres journées de ce genre sont prévues dans les mois à venir, l'ensemble des participants s'accordant sur l'importance du mouvement de s'impliquer dans les questions de planification.

-

Comptes rendus, infos utiles et liens sur le site du LSF, www.londonsocialforum.org.uk

DE LA DIFFICULTE A MONTER AUX ECHELLES

24 octobre 2005

Du 20 au 22 novembre, à l'initiative du Forum de locataires de la Ruhr, qui regroupe des associations de locataires de Dortmund, de Witten, d'Essen ou de Bochum, qui accueille l'événement, aura lieu une conférence sur la globalisation des marchés immobiliers et de la spéculation, l'implication croissante de fonds d'investissements transnationaux et la privatisation du logement. Cette rencontre doit réunir locataires et autres militants afin d'échanger les expériences et envisager une stratégie commune de lutte contre ses dynamiques.

Si je parle de cette conférence, ce n'est pas seulement pour en faire la publicité, mais c'est pour souligner la difficulté de concilier luttes locales et travail en réseau à une échelle internationale. Conçu au départ comme un événement franco-allemand, en s'appuyant sur la présence d'Elodie, volontaire de la 2ème promotion là-bas, les organisateurs ont semble-t-il du modifier leur approche face aux réponses limitées que la proposition a suscité en France. Se tournant alors vers les autres pays européens, une invitation à participer a été faite à la London Tenants Federation avec qui je travaille ici.

Seulement voilà, la réaction à Londres n'a pas été très enthousiaste. Des discussions que j'ai eues avec différentes

personnes de l'association, j'ai conclu que le développement de relations avec d'autres organisations, aux thématiques similaires mais situées dans d'autres pays, était loin d'être une priorité. L'idée reçoit plutôt une réponse d'intérêt formel.

La raison majeure se situe bien sur dans le peu de temps que dispose les militants. C'est ce que je constate ici, c'est aussi ce que me disent les échos que j'ai d'ailleurs. Les luttes sur le terrain, l'engagement local prennent beaucoup de temps et d'énergie et laisse peu de place au reste. Or cela reste la base de tout. On rencontre parfois, dans ces événements internationaux, des représentants spécialisés dans le réseautage n'ayant finalement aucun lien avec les luttes vécues localement.

Faute de temps donc, avant tout, mais pas seulement. Car il semble aussi y avoir un certain désintérêt. Le London Social Forum est une association née à Londres lors du premier Forum Social Mondial de Porto Alegre et regroupant les personnes désireuses de s'impliquer dans ce vaste mouvement. Aujourd'hui, affaibli par le Forum Social Européen de l'année dernière à Londres où la main mise du SWP (Socialist Workers Party) a été mal vécue par beaucoup de militants locaux, il vivote. S'il organise prochainement, par exemple, une série d'ateliers (voir ici) sur le thème du London Plan, sorte de Plan Local d'Urbanisme de l'agglomération, il s'est détaché des questions non londoniennes. Ainsi, rien

n'est envisagé pour le prochain FSE d'Athènes, alors qu'on pourrait attendre de cette association, vu son origine, qu'elle s'y implique. Mais la question n'est pas à l'ordre du jour.

Parfois, c'est même le rejet que l'on m'a formulé. Les luttes ne peuvent être que locales, les « sans », ceux qui n'ont pas le pouvoir, ne peuvent peser qu'à ce niveau. Tenter d'avoir une influence à une échelle plus internationale est impossible. Échanger les informations et les expériences peut servir, si elles sont transposables, mais il est inutile de chercher à développer des actions transnationales. On ne fera jamais rien changer à ce niveau-là. Mélange de défaitisme, de résignation et de méfiance envers ce qui n'est pas connecté au terrain.

Difficile alors d'aller dans le sens de cette idée - mettre en commun son savoir, son action, sa stratégie, au-delà de frontières qui de toute façon n'ont plus beaucoup de sens pour les phénomènes contre lesquels nous luttons - en gros, cette idée d'échanges et de partenariats. Il est possible finalement qu'un ou deux locataires londoniens soient présents à Bochum le 20 novembre. Mais ils le seront plus par conviction personnelle que représentant la volonté commune de la LTF, en tant qu'association, de s'investir dans un réseau européens de locataires. Accorder les échelles est un combat difficile à Londres.